

# ASSEMBLÉE NATIONALE

12 octobre 2023

---

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

**RETIRÉ AVANT DISCUSSION**

## AMENDEMENT

N° AS1431

présenté par

M. Isaac-Sibille, rapporteur et Mme Bergantz

-----

### ARTICLE ADDITIONNEL

**APRÈS L'ARTICLE 20, insérer l'article suivant:**

I. Après le 4°) de l'article L.162-9 du code de la sécurité sociale, insérer l'alinéa suivant :

5°) Les conditions dans lesquelles, par dérogation à l'article R.871-2, l'assuré social prend en charge les frais de soins dentaires prothétiques mentionnés au 5° dudit article lorsqu'ils sont le résultat d'une absence d'examen de prévention bucco-dentaire annuel ;

II. En conséquence :

1° Le « 5°) » devient « 6°) » ;

2° Le « 6°) » devient « 7°) » ;

3° Le « 7°) » devient « 8°) » ;

4° Le « 8°) » devient « 9°) » ;

5° Le « 9°) » devient « 10°) » ;

6° Le « 10°) » devient « 11°) » ;

### EXPOSÉ SOMMAIRE

L'incidence de l'état de santé bucco-dentaire sur l'état de santé général d'un individu est souvent minimisée, voire méconnue. Pourtant, plusieurs études démontrent qu'une mauvaise hygiène dentaire accroît le risque de pathologies pouvant être graves (maladies cardiovasculaires, maladies broncho-pulmonaires, diabète, polyarthrite rhumatoïde, obésité). À titre d'exemple, un nettoyage et

un détartrage réguliers réduisent de 24% le risque d'attaque cardiaque et de 13% le risque d'accident vasculaire cérébral.

La Haute Autorité de Santé recommande une visite annuelle chez le chirurgien-dentiste afin de détecter et de soigner au plus tôt d'éventuelles pathologies dentaires. Cette consultation permet à la fois le dépistage d'une pathologie, mais également la transmission auprès de l'individu de conseils d'éducation à la santé. Malgré cette recommandation, 37% des personnes interrogées en 2018 consultaient moins d'une fois par an leur chirurgien-dentiste.

L'Allemagne met en œuvre une politique de prévention incitative par un système de bonification, dont la France pourrait s'inspirer. En effet, si un patient visite régulièrement son dentiste sur une période de cinq ans, il bénéficiera d'une prise en charge à hauteur de 65% au lieu des 50 % de base sur les actes prothétiques.

En France, grâce à l'offre « 100% Santé » dentaire, certains soins dentaires prothétiques (bridges, couronnes et prothèses amovibles) sont entièrement pris en charge par l'Assurance maladie et les complémentaires santé. Afin d'encourager la réalisation de cet examen de prévention bucco-dentaire annuel, le présent amendement vise à conditionner cette prise en charge à la réalisation de cet examen annuel.